

Point de vue

# LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES : OMBRE ET LUMIÈRE

Réélu député européen, Alain Lamassoure livre sa lecture des résultats des élections et appelle « *tous ceux qui croient en l'Europe* » à se rassembler autour d'un programme de législature.

## Dans cette rubrique :

L'Europe doit engager sa refondation interne et trouver sa place dans le monde d'aujourd'hui. La Commission européenne, présidée par Jean-Claude Juncker, saura-t-elle donner l'impulsion, le Parlement mobiliser les forces de la société, le Conseil parler d'une seule voix au monde ? Alain Lamassoure reste confiant. Espérons que l'avenir lui donne raison. On attend maintenant des nouvelles institutions une vision et un agenda. Ces pages invitent aussi à s'interroger, avec Yves Zlotowski, sur le retour d'un risque « pays émergents » au vu des mouvements de capitaux erratiques observés depuis 2008. Si la stabilité du système financier global n'est pas menacée, selon l'économiste, des secousses sont à prévoir, en lien avec les crises politiques en cours comme celle entre l'Ukraine et la Russie...

La rédaction



**D**'abord, l'ombre. Le 25 mai a été marqué par une abstention record et, ce qui est plus nouveau, par la poussée, voire l'émergence, de partis, non plus seulement eurosceptiques mais clairement europhobes. Le phénomène est d'autant plus inquiétant qu'il ne s'explique que très partiellement par les politiques d'austérité imposées dans les pays « cigales » : on comprend que la colère des Grecs puisse s'exprimer à la fois à l'extrême gauche et à l'extrême droite, que les « indignés » espagnols, éclatés entre plusieurs formations, aient amputé d'un tiers la représentation du PP au pouvoir comme du PSOE qui l'avait précédé. Et même que la stagnation économique et la montée inexorable du chômage aient vu le Front National triompher devant les partis de gouvernement qui, depuis 1997, ont sans cesse repoussé les réformes nécessaires. Mais comment expliquer que des pays aussi durement touchés que le Portugal ou l'Irlande aient été épargnés par le populisme xénophobe ? Et surtout, comment des pays en pleine réussite économique et sociale y aient succombé, de l'Autriche à la Finlande, en passant par les Pays-Bas, le Danemark et la Suède ? On notera que le phénomène n'est ni spécifique à la zone euro



– UKIP a humilié les grands partis britanniques –, ni même à l'Union européenne, puisque les élections nationales norvégiennes et les votations suisses ont produit des résultats comparables. Au-delà de la « bureaucratie apatride » de Bruxelles, l'étranger, l'immigré, l'Autre, devient le bouc émissaire de sociétés ouvertes sur le monde et inquiètes pour leur identité, même lorsqu'elles sont dans le camp des grands bénéficiaires de la mondialisation.

Le défi est redoutable. Au-delà même des politiques, il s'adresse aux sociologues, aux économistes, aux philosophes, aux historiens : nul n'avait prévu cette maladie des peuples heureux délivrés de la guerre et de la misère. Il met en cause la solidarité nationale la solidarité européenne. Il appelle donc un nouveau discours national, autant qu'un nouveau discours européen.

Et c'est là qu'apparaît la lumière. Car, dans le même temps, les électeurs du 25 mai ont été appelés, pour la première fois, à élire, non seulement les législateurs européens, mais aussi le chef de l'exécutif communautaire, le

président de la Commission : jusqu'alors, celui-ci n'était qu'un haut fonctionnaire international, nommé par accord entre les gouvernements. Désormais, il est élu par les citoyens, à travers l'élection du Parlement de Strasbourg, comme c'est la règle dans les régimes parlementaires nationaux – c'est-à-dire chez tous nos partenaires. Prévue par le Traité de Lisbonne, cette révolution tranquille a été rendue possible par le fait que les partis politiques européens ont accepté de jouer le



jeu : chacun a choisi à l'avance son candidat à la fonction, et a fait campagne derrière lui. Martin Schulz pour les socialistes, Jean-Claude Juncker pour le PPE, Guy Verhofstadt pour les centristes libéraux-démocrates, Ska Keller pour les Verts, le Grec Tsipras pour l'extrême gauche. Le PPE ayant remporté l'élection avec une trentaine de voix d'avance sur les socialistes, tous les groupes politiques européens – à l'exception de l'europhobe

## *Au-delà de la « bureaucratie apatride » de Bruxelles, l'étranger, l'immigré, l'Autre, devient le bouc émissaire de sociétés ouvertes sur le monde*

Nigel Farrage – ont admis que Jean-Claude Juncker devait succéder à José-Manuel Barroso. Il est surprenant que ce saut démocratique ait été si mal admis et si mal compris par la plupart des observateurs. Nous vivons pacifiquement, à l'échelle de l'Union, ce que chacun de nos pays a connu entre le XVIII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, et, très exactement, en 1830 pour la France : interprétant la constitution – la Charte – à la lettre, Charles X a prétendu

imposer son favori Polignac après des élections gagnées par les libéraux ; les « trois glorieuses » journées de juillet 1830 ont chassé le roi absolutiste, pour le remplacer par le débonnaire Louis-Philippe. Qui s'est empressé de désigner un gouvernement en phase avec le corps électoral : la démocratie parlementaire était née. Il est piquant de voir aujourd'hui des membres du Conseil européen, à commencer par son président, et leur entourage mener un combat d'arrière-garde contre la reconnaissance du résultat des votes avec les mêmes arguments que les monarques absolus d'il y a deux siècles.

### **Pour un esprit de « grande coalition »**

Certes, il serait très abusif de dire que des centaines de millions d'électeurs se sont mobilisés derrière les champions des partis comme, au niveau national, les

sés dans toute l'Union. Les journalistes politiques étaient, jusque là, très méprisants de tout ce qui était étranger à la politique nationale : ils ont découvert avec étonnement, et souvent avec admiration, une autre façon de débattre des vrais sujets, au niveau approprié, dans le respect des opinions de l'autre, bien loin de l'atmosphère de « guerre civile froide » qui caractérise plus que jamais la politique intérieure française. Le parti vainqueur n'ayant pas un nombre suffisant d'élus pour s'assurer une majorité parlementaire, Jean-Claude Juncker doit négocier un programme de législation avec les socialistes et les centristes, dans un esprit de « grande coalition » de tous ceux qui croient en l'Europe. Les grandes familles politiques européennes sont ainsi contraintes de travailler ensemble à un projet commun pour les cinq ans à venir : n'est-ce pas la première réponse à donner à tous les grincheux, les râleurs, les sceptiques, les indignés et les désespérés ?

Avec le temps, ce vote du 25 mai apparaîtra comme un galop d'essai. Son principal mérite est de rendre l'évolution irréversible. Il rendra possible, la prochaine fois, une vraie campagne authentiquement européenne, derrière les candidats de chaque famille politique et sur la base de ce qui a fait défaut cette année : un authentique programme électoral, commun à chaque famille pour tous les Etats membres. Seule chance de sortir par le haut de la tentation d'égoïsme mortifère qui menace les nations du Vieux Continent. ☞

**Alain Lamassoure**  
Député européen (16 juin 2014)